

JOURNEE INTERNATIONALE DE MOBILISATION

Pour la Birmanie : rassemblement devant le siège de Total le 24 octobre 2007

mardi 23 octobre 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 23 octobre 2007).

Liberté pour le peuple birman

Mercredi 24 octobre 2007

Journée internationale de mobilisation pour les douze ans de privation de liberté d'Aung San Suu Kyi

A l'occasion de la journée internationale d'action en faveur de la démocratie en Birmanie, la communauté birmane de France, Info Birmanie, la FIDH, la Ligue des droits de l'Homme, la Ligue des femmes, Europe solidaires sans frontières (ESSF) et la LCR organisent un rassemblement le mercredi 24 octobre 2007, devant le siège de Total (15h00 - 17h00).

La journée mondiale pour la Birmanie coïncide avec la journée mondiale des Nations unies. Les manifestations organisées dans 12 villes de tous les continents ont pour objectifs de demander la libération immédiate de Aung San Suu Kyi - prix Nobel de la paix, leader de la Ligue Nationale pour la Démocratie, vainqueur des dernières élections démocratiques du pays en 1990. Celle que l'on surnomme la dame de Rangoun entamera le 24 octobre sa douzième année d'assignation à résidence. De plus, les manifestants exigeront le soutien accru de l'ONU aux démocrates birmans.

A Paris, un rassemblement aura lieu devant le siège du groupe Total, place de la Coupole, 92, Paris La Défense.

Dans un entretien accordé au *Monde* en juillet 1996, Aung San Suu Kyi n'hésitait pas à qualifier Total de « *plus fort soutien du système militaire birman* ».

En 2006, les revenus du seul projet Yadana d'exploitation du gaz - dont le principal opérateur est Total - ont rapporté à la junte militaire au pouvoir 350 millions d'euros, selon l'aveu même du Directeur Général du groupe pétrolier, Christophe de Margerie. La population birmane n'a profité en rien de ce financement, qui sert principalement aux dépenses militaires de la junte.

La présence de Total en Birmanie entretient en conséquence les moyens d'une oppression violente. C'est pourquoi les démocrates birmans et la société civile appellent le groupe pétrolier français Total à ne plus se rendre complice d'un régime à l'origine de violations massives des droits de l'homme (détentions arbitraires, tortures, travail forcé, absence de liberté d'expression,...).

La communauté birmane de France, Info Birmanie, la FIDH, la Ligue des droits de l'Homme, la Ligue des femmes, Europe solidaires sans frontières (ESSF) et la LCR appellent donc le groupe Total à cesser ses activités dans le pays.

Manifestons notre opposition au soutien financier apporté par la 1^{re} entreprise française au régime militaire birman et appelons à une conférence internationale sur les rôle des industriels qui investissent en Birmanie.